

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Soins intégrés : pour une meilleure prise en charge des personnes âgées

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

LES prestataires de santé, agents sociaux, agents municipaux, chefs de quartiers et membres des ONG, étaient réunis hier au Centre hospitalier Mère enfant de Jeanne Ebori de Libreville dans le cadre d'un atelier de renforcement des capacités sur les soins intégrés pour les personnes âgées. Ces assises qui prennent fin ce 12 novembre étaient organisées par le ministère de la Santé en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Objectif : aider les professionnels de santé et les agents sociaux en milieu clinique à déceler les diminutions des capacités physiques et mentales, et à fournir des interventions efficaces pour en prévenir ou retarder la progression. Précision des experts : " les soins intégrés pour les personnes âgées (SIPA) constituent une stratégie de soins de santé primaire, dont le but est de réduire le nombre



Des participants à l'atelier de prise en charge des personnes âgées à Jeanne Ebori.

de toutes les personnes âgées dépendantes d'ici 2025 ". Et qu'est-ce que cette stratégie renferme ? " Les directives SIPA proposent des orientations fondées sur des données factuelles concernant : l'évaluation globale de l'état de santé de la personne âgée ; la prestation de soins de santé intégrés qui permettront à la personne âgée de maintenir ses capacités physiques et mentales, et/ou de

ralentir ou d'inverser toute diminution de celles-ci ; la mise en place d'interventions en appui aux soignants ". Cet outil de prise en charge des personnes est donc nécessaire pour le Gabon, car l'enquête démographique et de santé réalisée en 2012 a relevé que les personnes âgées étaient estimées à 6 %, soit 100 000 personnes de la population générale.

Cameroonstudy au service de l'étudiant gabonais



Un instantané des échanges.

CM
Libreville/Gabon

DANS le souci d'une offre de services qui réponde aux besoins de l'étudiant gabonais pour la poursuite de ses études à l'étranger, le cabinet de conseil et d'orientation Cameroonstudy en partenariat avec Global Synergie, vient d'animer au centre des jeunes Don Bosco d'Akanda, une conférence-débat sur le thème " Réussir son projet d'études à l'étranger ". En effet, comptant sur le concours des conseillers d'orientation issus de divers établissements d'enseignement pu-

blics et privés, ces agences ont pour objectif d'accompagner les étudiants gabonais désireux de poursuivre leurs études à l'étranger. " Cela passe par la recherche d'un logement, l'obtention d'une pré-inscription et d'une inscription, l'accueil à l'aéroport ou à la gare et l'aide à l'établissement de la carte consulaire ou de séjour ", a souligné le directeur général adjoint de Cameroonstudy, Héric Philippe Ntoutoume.

Pour le directeur général de Global Synergie, Levin Minko, " nous comptons à ce jour plus de 300 étudiants que nous avons accompagnés à travers le monde. Conscients des difficultés que rencontrent les étudiants gabonais dans les démarches administratives pour leur voyage d'études, nous apportons des solutions concrètes à ces derniers ". Alors que se profile la rentrée scolaire, les promoteurs de ces agences entendent collaborer avec plusieurs partenaires du monde de l'enseignement secondaire et supérieur.

Le clin d'œil de

Lybek



Santé : développer un plan d'action national intégré contre la rage



Les parties prenantes à l'ouverture des travaux.

Jean MADOUA
Libreville/Gabon

L'HÔTEL Boulevard abrite depuis hier, l'atelier national pour l'élaboration d'un plan intégré pour le contrôle de la rage au Gabon selon l'approche " une seule santé ". Cette rencontre qui va durer dix jours vise à développer un plan d'action intégré de lutte contre cette maladie, en vue de l'élimination de la rage humaine à l'horizon 2030. Pour les participants, il est question d'évaluer les activités de lutte contre la rage menées au

niveau national, au moyen de l'outil Sare, d'élaborer un plan de travail pluriannuel de lutte contre la rage au Gabon, avec toutes les parties prenantes. Par vidéoconférence, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation, Biendi Maganga Moussavou a réitéré l'engagement du gouvernement à lutter contre la rage. Puis, il a invité les participants à être pragmatiques en vue de mettre en place une plate-forme qui devrait fédérer l'ensemble des parties prenantes au travers d'une stratégie. Le coordinateur du bureau sous-régional de la

FAO pour l'Afrique centrale, Hélder Mutéia, a lui aussi invité les participants à mieux appréhender les méthodes et outils afin d'aider le pays à atteindre l'objectif mondial " Zéro mort humaine due à la rage transmise par les chiens à l'horizon 2030 ". Ces outils sont entre autres : l'approche raisonnée pour l'élimination de la rage (Sare) ; l'outil de budgétisation des programmes d'élimination de la rage canine, la banque des vaccins antirabiques de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), des lignes directrices portant sur la propriété responsable des chiens et sur les modalités de gestion de la population canine. De son côté, le secrétaire exécutif de la Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques, Pedro Bayeme Bayeme Ayengono, a émis le vœu que la lutte contre les maladies transfrontalières, notamment les zoonoses, soit menée en synergie, en mutualisant les moyens afin de prévenir l'émergence et la propagation des maladies, à l'instar de la pandémie de Covid-19 qui accable les nations.